

Monsieur le Président de la République.

La République est ici chez elle, dans cet Hôtel de Ville qui est la maison commune de tous les Lillois.

C'est en leur nom que je vous accueille.

La République est le bien commun de tous les Français dans la diversité de leurs origines, de leurs croyances et de leurs opinions.

A LILLE, cette conviction républicaine a le poids de l'histoire, de l'expérience et du souvenir.

Elle trouve une singulière actualité à l'heure où le sanglant réveil des monstres assoupis menace les libertés et la démocratie dont nous sommes tous individuellement et collectivement comptables.

La Ville de Roger SALENGRO n'oublie pas qu'une République vigilante et forte est le premier rempart de la liberté contre les puissances de la mort, le racisme, la haine, le terrorisme et le fascisme.

Cette Région d'ouvriers, à la fois esclaves et maîtres de la révolution industrielle, ressent naturellement l'égalité comme le fondement de la justice sociale.

Sur cette terre d'accueil, une population fondue dans le creuset de la solidarité et du travail -Belges et Polonais, Italiens, Maghrebins, Espagnols et Portugais, Français d'Afrique du Nord, Chrétiens, Juifs et Musulmans- vit ici quotidiennement les exigences de la fraternité.

Oui, le Nord a une certaine idée de la République !

La légitimité des personnes qui l'incarnent, la validité des institutions qui la composent, il les reconnaît dans leurs capacités -chacune à leur place et dans leur rôle- de garantir l'ordre républicain, d'assurer à tous les Français- quels qu'ils soient, où qu'ils soient- l'exercice des droits que proclame sa devise : Liberté, Egalité, Fraternité ; à l'exclusion justement de ceux qui, bafouant ses principes, refusent la République.

Monsieur le Président de la République, visitant le Nord/Pas-de-Calais, vous avez tenu à être accueilli sous le Beffroi de la Capitale Régionale. Permettez-moi, en vous remerciant de cette intention, d'y voir d'abord, et tout simplement, l'expression normale du dialogue républicain.

Que les représentants des divers organes de la République, dans l'exercice normal de leur mandat, ne puissent se rencontrer sans qu'ici on cultive la tentation électorale ou que là, on soupçonne la compromission et le ralliement, voilà qui en dit assez sur l'état d'une démocratie.

Le dialogue républicain -dans le respect de l'unité nationale et conformément à notre constitution- c'est, et ce doit être bien plus encore, le débat, la confrontation, la négociation, la coopération quand elle est possible, la contestation si elle est nécessaire, entre un Président, un Gouvernement, un Parlement, des Communes et des Départements, "qui s'administrent librement par des Conseils élus".

Ce dialogue républicain, il s'étend aujourd'hui, en fait, aux institutions régionales que la Constitution n'avait pas prévues.

La reconnaissance des Etablissements Publics Régionaux comme interlocuteurs valables, quotidiens -et obligés- des plus hautes instances de l'Etat rend urgente la nécessité de donner aux Régions le statut de plein exercice de collectivités territoriales de la République.

Avec un véritable pouvoir régional, le Nord/Pas-de-Calais pourrait affirmer avec plus d'efficacité encore son traditionnel attachement aux responsabilités locales et aux libertés communales.

En 1680, Louis XIV fit un grand voyage qui le mena notamment à DUNKERQUE et à LILLE. Le Conseil Municipal de LILLE, qu'on appelait le Magistrat, l'accueillit avec déférence. Au roi, il demanda aussitôt de renouveler le serment fait treize ans auparavant lorsque LILLE conquise était devenue Française : la garantie "des chartes et privilèges de la Ville", c'est-à-dire des libertés communales et la promesse de ne pas lever de nouveaux impôts.

Le roi jura et signa. Et toute l'histoire fiscale des Flandres ne fut dès lors que celle des inventions et des expédients du monarque pour faire payer par les villes le train de vie de l'Etat Central...

Mais la grande innovation administrative, et politique, de Louis XIV fut de nommer à la tête des provinces conquises, comme de toutes les autres, un puissant représentant du Pouvoir Central : l'Intendant de Justice, Police et Finance. De la Monarchie à la République, la fonction sinon le titre, n'a pas connu d'éclipse...

.../...

A travers Empires, Duchés, Royaumes et Républiques, l'Etat a connu ici des formes variables. Les Beffrois des Flandres et d'Artois, Monsieur le Président, symbolisent depuis près de mille ans, tout à la fois les libertés communales, la solidarité, et la protection quand les guerres, les famines, les crises, les épidémies ramenaient la ruine, la misère et la déliquance, quand manquaient le pain et le travail.

Aujourd'hui comme toujours, les villes redeviennent le dernier recours de ceux qui n'ont plus rien.

LILLE compte aujourd'hui 8000 chômeurs. La Municipalité et le Bureau d'Aide Sociale vont venir en aide à 2000 d'entre eux qui ne percevront bientôt plus la moindre indemnité.

Depuis le Conseil des Ministres de LILLE en 1976, le nombre de chômeurs a doublé dans la Région.

Ils sont 130 000 dans le Nord/Pas-de-Calais. Mais ils sont 1 million et demi dans tout le pays qui se demandent si le Gouvernement de la France a encore une ambition industrielle, sans laquelle le développement du tertiaire n'est qu'illusion ou imprudence.

Le Nord/Pas-de-Calais, du fait de sa spécialisation ancienne, de ses structures industrielles vieilles, est plus touché que d'autres Régions. Mais le problème qui est posé ici avec plus d'ampleur qu'ailleurs, celui de l'industrie, celui de la recherche c'est un problème national, c'est un problème de volonté nationale.

Le Nord est la salle des machines de la France. Les françaises et les français comprennent bien que quand je plaide pour le Nord, je plaide pour la France. La France perd ici chaque jour sa puissance industrielle, ses chances dans la compétition internationale. Et les prévisions officielles nous disent que demain ce sera aujourd'hui... en pire !

Non, Monsieur le Président, les gens du Nord n'acceptent pas l'abandon et le déclin. Parce qu'ils savent, et les français avec eux, que l'abandon et le déclin du Nord/Pas-de-Calais, c'est la fin de l'ambition française.

Les nordistes ont suffisamment de force et de confiance en eux-mêmes pour affronter l'avenir et, s'il le faut, forcer le destin :

A l'initiative du Conseil Régional, des Communes, des Associations, un fantastique essor culturel transforme la Région.

Il lui fait du même mouvement reconquérir son histoire et préparer son avenir. Ce n'est pas autre chose que l'expression de la confiance en soi, de la volonté de vivre du Nord/Pas-de-Calais.

Les nordistes ne demandent pas à devenir les assistés de la France. Le Nord/Pas-de-Calais ne demande pas à devenir seulement le Musée vivant de son ancienne puissance.

Notre ambition dépasse la simple volonté de prolonger le passé. Nous savons que nous pouvons encore apporter à notre pays les ressources de notre imagination, de notre travail, de notre courage.

Qu'on ne nous demande pas de renoncer à ce que nous sommes, à ce que la géographie, l'histoire et l'économie ont fait de nous :

- . une Région européenne
- . la Région de l'industrie
- . la Région du socialisme
- . la Région de la Liberté

Au coeur de l'Europe, le Nord/Pas-de-Calais a d'évidence sa carte à jouer. Mais l'évidence européenne signifie pour l'avenir de notre Région autant d'atouts que de fragilités, autant de chances que de risques, autant d'espoirs que de menaces.

Je dis, au nom de cette Région toute entière, qu'elle ne saurait accepter que l'ouverture européenne soit un jeu de hasard dont elle ne pourrait contrôler ni les règles ni le déroulement et dont elle devrait accepter les conséquences fussent-elles la faillite et le chômage.

Dans l'état actuel des pouvoirs de la république, c'est au gouvernement qu'il appartient de garantir notre destin dans l'espace européen qui est inévitablement le nôtre.

L'Europe ici commence de l'autre côté de la rue. C'est une dimension essentielle du passé et du devenir de notre Région que cette double appartenance à la nation française et au pôle industriel et urbain de l'Europe du Nord-Ouest.

Car l'industrie a fait le Nord/Pas-de-Calais. Avec des Flamands, des Picards, des Hennuyers, elle a fabriqué un homme nouveau pour qui le travail industriel est un métier, un mode de vie, une culture, un destin.

Chaque jour, ils sont ainsi 600 000 -la moitié des travailleurs du Nord/Pas-de-Calais- à vivre dans les ateliers, les fabriques, les usines, la solidarité de la condition ouvrière.

C'est l'industrie qui a fait le socialisme. C'est ici, dans le formidable bouleversement et l'incroyable exploitation des premiers temps du capitalisme que la classe ouvrière s'est reconnue et unie.

C'est ici qu'elle a mené ses premiers combats et forgé ses premières armes : les syndicats et les partis politiques.

C'est ici, dans ce quartier Saint-Sauveur, que fût composé et chanté pour la première fois cet hymne d'espérance et de fraternité, "l'Internationale" qui fit le tour du monde.

.../...

C'est ici, au pied de cet Hôtel de Ville, qu'est né le socialisme français.

Au-delà du choix politique, le socialisme est pour le Nord/Pas-de-Calais le fruit de notre histoire et la dimension de notre espérance.

Cette terre de traditions morales, d'ordre et de discipline a toujours été le creuset des idées nouvelles, des combats de l'avenir et du progrès social. Ces hommes d'ordre et de discipline peuvent se transformer en révoltés qui font l'histoire.

Retrouvant sa ville natale à la Libération, le Général DE GAULLE écrivait dans ses Mémoires de Guerre : "Le sentiment et la réflexion m'avaient d'avance convaincu que la libération du pays devrait être accompagnée d'une profonde transformation sociale. Mais à LILLE, j'en discernai imprimée sur les traits des gens, l'absolue nécessité. Ou bien, il serait procédé d'office et rapidement à un changement notable de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent, ou bien la masse souffrante et amère des travailleurs glisserait à des bouleversements où la France risquerait ce qu'il lui restait de substance".

On trouve dans ces phrases ce qui créa entre le Général DE GAULLE et le peuple du Nord tout à la fois l'entente et le malentendu.

Car la justice sociale qui pour l'un était d'abord un moyen au service de la grandeur de la patrie, était et demeure pour les autres une dimension inséparable de la liberté. Ce peuple d'ouvriers a appris dans l'effort et la misère la passion impérative de la justice et de la solidarité.

Pour nous la justice sociales n'est pas la conséquence ou le résidu de la croissance économique. Elle est tout au contraire la condition et le critère d'un développement économique équilibré.

Mais le Nord, c'est aussi l'histoire de France ramassée au fil de ses frontières, inscrite au long de ses citadelles : bastion industriel convoité, plaine ouverte au cœur de l'Europe, exposée à tous les vents et tempêtes de l'histoire, le Nord/Pas-de-Calais a payé un lourd tribut de souffrances, de morts et de destructions.

Il sait bien qu'il n'est pour un peuple de grandeur que dans la Liberté, de nation que dans l'indépendance, de paix réelle que dans la coopération. Il n'a jamais manqué à l'appel de la Liberté.

La présence ici d'Augustin LAURENT, Maire Honoraire de LILLE, Président du Comité Départemental de Libération, qui proclama le 2 septembre 1944, la Libération de sa Ville, de Maurice SCHUMANN, porte-parole de la France libre, témoigne de ce que l'histoire du Nord est aussi celle des irréductibles de la liberté qui, dès les premiers combats de la première république ont symbolisé la fierté et le courage :

.../...

Le Maire ANDRE, en 1792, refusant par fidélité à la Nation de rendre la ville assiégée ; FAIDHERBE, le Lillois, répondant avec l'armée du Nord à l'appel de GAMBETTA ; Léo LAGRANGE, Député du Nord, tué au combat en juin 1940 ; les résistants anonymes ou célèbres des deux guerres mondiales, Louis de BETTIGNIES, le Jeune TRULIN, Jean LEBAS, et les 1200 déportés du train de LOOS dont 130 seulement revinrent.

Oui, le peuple du Nord aime la Liberté autant que la Justice. Car pour lui, l'indépendance et la grandeur de la patrie, l'unité nationale ne peuvent être fondés et garantis que par une société de justice.

Ainsi, le peuple du Nord a-t-il son idée de la France.

Il la veut grande -et il a toujours travaillé à sa grandeur.

Il la veut libre -et il a toujours combattu pour sa liberté.

Mais il la veut tout autant juste et fraternelle avec ténacité, avec passion.

Monsieur le Président, quatre millions de nordistes, conscients de ce qu'ils ont donné à la France, de ce que leur doit la communauté nationale, de ce qu'ils peuvent pour l'avenir de leur Région et de leur pays, partagent cette ambition et cette espérance.